

REGHEHR, T. D., *The Beauharnois Scandal: A Story of Canadian Entrepreneurship and Politics*. Toronto, University of Toronto Press, 1990. 234 p.

Marc Vallières

Volume 44, numéro 1, été 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304872ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304872ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vallières, M. (1990). Compte rendu de [REGHEHR, T. D., *The Beauharnois Scandal: A Story of Canadian Entrepreneurship and Politics*. Toronto, University of Toronto Press, 1990. 234 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44(1), 117–119. <https://doi.org/10.7202/304872ar>

REGEHR, T. D., *The Beauharnois Scandal: a Story of Canadian Entrepreneurship and Politics*. Toronto, University of Toronto Press, 1990. 234 p.

Pour réaliser un projet industriel dépendant d'autorisations gouvernementales, tout entrepreneur devait contribuer aux caisses électorales et il considérait généralement ces déboursés comme une taxe à payer pour obtenir des services indispensables. Le plus souvent, ces manoeuvres restent dans l'ombre, mais il arrive quelquefois qu'elles apparaissent au grand jour, dans un scandale qui menace momentanément ce système de patronage et qui fournit aux chercheurs un matériau irremplaçable pour en cerner la dynamique. Excellent exemple de cette situation, l'ouvrage de T. D. Regehr reconstruit la démarche d'un de ces entrepreneurs, Robert Oliver Sweezey, et de son groupe d'associés, à l'origine du projet de construction de la centrale de Beauharnois et de ses installations, entre 1929 et 1932. L'auteur retrace l'histoire des efforts incessants des dirigeants de la Beauharnois, Light, Heat & Power Co. pour vaincre les multiples obstacles à la réalisation de leur projet, aussi bien d'ordre technique, administratif, financier que politique.

À la suite de la présentation des promoteurs, l'entrepreneur-ingénieur Sweezey, les sénateurs libéraux Wilfrid Laurier McDougald, Andrew Haydon et Donat Raymond et l'ingénieur R. A. C. Henry, Regehr souligne la présence décisive, mais plus discrète, de W. L. Mackenzie King, premier ministre libéral du Canada, et celle de Sir Herbert S. Holt, président de la Montreal Light Heat and Power Co. et de la Banque Royale et impliqué dans d'innombrables sociétés et dans le financement du Parti conservateur.

Après avoir rassemblé du capital de risque et acheté ou pris des options sur les terrains, les entrepreneurs doivent obtenir du gouvernement provincial québécois un amendement à leur charte corporative et les droits de mise en valeur du pouvoir d'eau situé entre le lac Saint-François et le lac Saint-Louis. Dans ce but, ils entreprennent les démarches administratives et politiques nécessaires auprès du premier ministre Taschereau, des politiciens libéraux et des fonctionnaires responsables, avec l'assistance de contributions politiques inévitables (chap. 2). De plus, la compagnie doit obtenir l'autorisation du

gouvernement fédéral: le projet de construction du barrage requiert, en effet, le creusage d'un nouveau canal de dérivation des eaux du Saint-Laurent et il aura des effets sur l'utilisation des eaux navigables et sur la canalisation du Saint-Laurent, de même que sur les autres entreprises qui tirent également du fleuve leur pouvoir hydraulique. Cette fois-ci, et malgré les liens politiques solides des dirigeants de l'entreprise avec le premier ministre Mackenzie King, les entrepreneurs ne peuvent éviter de s'embourber dans la jungle bureaucratique fédérale, impliquant plusieurs ministères, pour obtenir un arrêté-en-conseil les autorisant à construire un canal et à détourner une partie du débit du Saint-Laurent. Les contributions et les pressions politiques pour contourner l'inertie administrative sont compliquées par les débats sur la propriété publique des entreprises d'électricité et par les manoeuvres de groupes rivaux, surtout celui de la Montreal Power (chap. 3 et 4). Une fois obtenu l'arrêté-en-conseil, l'entreprise doit financer la construction des installations et négocier des contrats de ventes d'électricité, auprès d'abord de la Montreal Power avec moult précautions afin d'éviter d'être elle-même avalée (chap. 5), et ensuite auprès de l'Hydro-Ontario avec, encore une fois, les manoeuvres politiques appropriées (chap. 6). Dans toutes les démarches financières, les entrepreneurs amassent une fortune considérable et organisent une structure corporative qui leur assure un contrôle direct de leur entreprise (chap. 7). Ils peuvent ainsi entreprendre la construction d'installations d'une taille et d'une qualité remarquables pour l'époque (chap. 8).

La construction a toutefois été commencée sans l'approbation finale des plans complets par les fonctionnaires fédéraux. Une deuxième émission d'obligations, rendue nécessaire pour compléter la construction, devient dépendante du règlement de cette question et suscite une reprise des contributions et des pressions politiques (chap. 9), à un point tel qu'un ennemi de vieille date réussit à force d'entêtement à introduire le tout dans l'arène politique fédérale (chap. 10). Cela débouche sur un scandale politique de première grandeur qui éclabousse les sénateurs plus directement impliqués, les dirigeants de la Beauharnois et menace d'atteindre le premier ministre Mackenzie King et l'ex-premier ministre Ferguson de l'Ontario (chap. 11). Plusieurs comités d'enquête, tant de la Chambre des Communes que du Sénat et de l'Assemblée provinciale de l'Ontario, vont se pencher sur les révélations, recueillir les témoignages des acteurs principaux et distribuer des bonnes et des mauvaises notes. L'opération aboutit à un grand ménage à la direction de la Beauharnois; ainsi McDougald, Haydon, Raymond, Swezey et Henry sont exclus, mais les deux derniers continuent d'y rendre des services en rapport avec leur compétence d'ingénieurs et leur connaissance du projet (chap. 12). Dans ce contexte politique et dans le contexte économique de la Crise, la poursuite du financement de la construction s'avère difficile; la Montreal Power trouve alors l'occasion tant attendue de prendre le contrôle de la Beauharnois (chap. 13).

L'ouvrage porte essentiellement sur les tractations financières et politiques entre les dirigeants de la Beauharnois, les politiciens et d'autres entrepreneurs concurrents ou associés. Il montre clairement comment ces entrepreneurs peuvent réaliser des profits corporatifs et personnels considérables, qui leur permettent d'acheter les appuis et les influences politiques pour un projet technologiquement solide et indéniablement d'intérêt public. Les entrepreneurs et les politiciens y trouvent leur compte, tant pour la réalisation de leurs

objectifs (construction du barrage ou campagne électorale) que pour leurs profits personnels (résidence et style de vie somptueux des entrepreneurs, fonds de sécurité de Mackenzie King), et ce, en pleine dépression économique.

Regehr cerne fort bien, en moins de deux cents pages, la dynamique de ce processus, en mettant à profit les témoignages aux comités d'enquête; un éventail de fonds d'archives privées, y compris ceux heureusement disponibles des principaux acteurs, entrepreneurs et politiciens; le journal personnel de Mackenzie King; des journaux financiers; les archives gouvernementales pertinentes, en plus de celles de la Beauharnois déposées aux archives d'Hydro-Québec. Dans l'ensemble, la cueillette documentaire est impressionnante, même si certaines limites ressortent, notamment en ce qui a trait aux négociations avec le régime Taschereau. Il semble que les préoccupations de l'auteur et la qualité exceptionnelle des fonds disponibles (en particulier le journal de Mackenzie King) ont contribué à façonner le livre et à laisser dans l'ombre d'autres versants de l'histoire de l'entreprise, notamment une étude interne et plus systématique de ses performances, de la gestion de la construction, des actions sur les marchés, des relations et conditions de travail... L'auteur maîtrise bien les questions financières, mais a quelques difficultés avec l'électricité (voir les pages 84 et 100 sur les cycles et les phases différentes). Dans l'ensemble, une étude solide, bien fouillée, une analyse fine, généralement accessible même au grand public et tout aussi intéressante pour l'histoire politique que pour celle du monde des affaires. Un avant-goût peut-être d'une biographie d'Herbert Holt que l'auteur annonce très discrètement dans une note (p. 198, note 34) et qui ne manquera pas d'intéresser vivement les lecteurs informés.

*Département d'histoire
Université Laval*

MARC VALLIÈRES